

CENTRAIDER

coopération et solidarité internationale



énergies durables

édito



Les découvertes et innovations dans le secteur énergétique jouent, historiquement, un rôle essentiel dans la montée en puissance de l'économie des temps modernes. Toutefois, cette production énergétique repose encore principalement sur l'utilisation de ressources énergétiques fossiles, dont les gisements sont très inégalement répartis et dont l'utilisation génère d'importantes pollutions (production de CO₂ entraînant un réchauffement climatique). Aujourd'hui, la majorité des nations et des grands organismes internationaux semble avoir pris conscience de

la nécessité de lutter contre ces effets et d'y remédier de manière collective. Pourtant, malgré de nombreuses déclarations officielles, les mesures prises semblent des plus modestes!

Forts de leurs expériences passées et conscients de la nécessité de conforter la mise en place de programmes de développement durable dans l'intérêt de toute l'humanité, les pays occidentaux se doivent de mettre à la disposition des pays en développement leur savoir-faire en la matière.

Pour aider les pays les plus pauvres à se développer harmonieusement, la lutte contre la faim et pour la sécurité alimentaire est un passage obligé mais non suffisant. Développer des industries et générer des emplois, et donc des revenus, nécessite de créer des accès aux ressources énergétiques indispensables, en sélectionnant, en concertation avec les populations concernées, le système le plus approprié dans le contexte local.

De plus, pour un certain nombre de pays en développement ne disposant pas d'énergies fossiles, la mise en valeur des ressources énergétiques renouvelables est un passage obligé et nécessaire pour répondre rapidement aux besoins des populations, eu égard aux contraintes locales de dispersion de l'habitat et au manque de réseaux de transport énergétique.

*Le défi en vaut la peine
et mérite d'être relevé!*

Jean-Claude Lézier,
administrateur de Centraider
et membre de l'association AGIR abcd

Sommaire

INFOS	p. 2
DOSSIER : Énergies durables	p. 3-13
<i>Enjeux des énergies renouvelables / Favoriser l'accès à l'énergie</i>	p. 3
<i>ADIBE : énergie photovoltaïque au dispensaire de Békamnan</i>	p. 4
<i>Électriciens sans frontières</i>	p. 5
<i>Région Centre – ESF : électrification rurale au Laos</i>	p. 6
<i>AIADD : solaire thermique au Cambodge</i>	p. 7
<i>Orléans-Chécy à Phnom Penh : projet éolien</i>	p. 8
<i>Ingénieurs sans frontières</i>	p. 9
<i>Yasagu Planteurs d'arbres : lutte contre la déforestation</i>	p. 10
<i>Gevalor : solutions solidaires pour des villes propres</i>	p. 12
<i>Cabinet ESPERE : efficacité énergétique et microfinance carbone</i>	p. 13
VIE DU RÉSEAU	p. 14-15

Un contexte favorable

> Un décret ministériel de 2009 portant réglementation des pollutions et des nuisances à l'environnement, oblige chaque structure sanitaire d'une certaine taille à élaborer un plan de gestion et l'étude d'impact sur l'environnement au cours de leur fonctionnement.

> Sur le plan sanitaire, le Gouvernement a donné priorité à la lutte contre le paludisme, la tuberculose, le VIH/SIDA et les maladies diarrhéiques. L'accent est mis sur l'accès aux soins de qualité, centré sur la santé de la mère et de l'enfant, dans la ligne des OMD.

> Dans la région, l'équipement du bureau de poste et télécommunications de la ville de Doba avec les panneaux solaires, prouve les efforts des autorités locales pour vulgariser l'énergie renouvelable.

travaux ont été exécutés selon les normes et conformément au projet présenté.

Les pièces de rechange sont disponibles sur le marché local, ce qui assure l'entretien à long terme.

Participation locale des groupes bénéficiaires

Sur le plan monétaire, le Dispensaire a contribué en payant la moitié de la bourse de formation d'un agent dans le domaine de la maintenance des installations. Cette formation a eu lieu à Koyom dans l'entreprise ayant reçu la responsabilité de faire les installations. Elle est un atout majeur pour garantir la pérennisation des installations.

Sur le plan humain, le Dispensaire a fourni de la main d'œuvre pour l'installation: bien que non qualifiée, elle a permis de réaliser les travaux en un temps record (une semaine).

Partenaires du projet

Outre l'association ADIBE, le Dispensaire collabore étroitement avec la *World Vision Internationale* à travers la base des opérations de Doba dans le domaine de la santé communautaire; SEL France pour la subvention du projet château d'eau; Pain pour Le Monde pour le volet supervision du personnel; la communauté locale pour le volet managérial et vaccination.

La collecte des offres de différents prestataires, puis l'analyse et la désignation de l'un d'entre eux a permis de réaliser le projet à un coût raisonnable.

Énergie renouvelable photovoltaïque au dispensaire de Békamnan

Békamnan est situé à 500 km au sud de N'Djamena, capitale du Tchad. Le dispensaire, créé par un couple franco-tchadien, tourangeau d'adoption, et soutenu par l'association des Amis du dispensaire de Békamnan – ADIBE, fonctionne depuis juin 1999.



Salle du restaurant au camp de passage.

Dès 2003, avec le soutien financier de la Région Centre, l'association ADIBE a construit un centre de formation, appelé « Maison de Békamnan »¹, doté d'une bibliothèque, et a installé un groupe électrogène pour alimenter à la fois le complexe dispensaire - centre de formation - habitations du personnel et « camp de passage » (8 cases et un restaurant), ainsi qu'un château d'eau potable.

Très vite, le personnel s'est rendu compte que l'électrification par groupe électrogène comportait plus d'inconvénients que d'avantages: nuisances sonores pour les malades hospitalisés, pollution de l'air et de l'environnement et, surtout, coût prohibitif du carburant et des réparations pour le petit budget du dispensaire! Le manque d'eau potable dû aux dysfonctionnements du groupe électrogène entrave énormément la lutte contre les maladies diarrhéiques et place le dispensaire dans le rang des structures sanitaires ne remplissant pas les normes élémentaires d'hygiène.

Dès le début du projet de construction du dispensaire, l'utilisation de l'énergie

1. Sur le plan juridique, le dispensaire de Békamnan appartient aux Assemblées Chrétiennes au Tchad (ACT). Les structures décisionnelles sont le comité de gestion au niveau local, et la Coordination nationale des œuvres socio-sanitaires des ACT (CNOSS).

renouvelable photovoltaïque est pensée comme une alternative. Nous avons commencé à y travailler sérieusement depuis 2004-2005, en partant de l'étude de faisabilité pour aboutir en 2010 à la réalisation complète du projet.

1^{er} volet - électrification du dispensaire

Achat des matériels au Tchad

La plupart des matériels utilisés dans la mise en œuvre sont achetés sur place à N'Djamena, hormis les onduleurs qui sont achetés en France pour raison de qualité (*ECOSOLAIRE, Ecologie-Shop – Ecolodis*).

L'installation des panneaux photovoltaïques fut exécutée par l'Atelier d'appui technique et évangélique de Koyom sous la direction de M. Jean Rodolphe Zurbügg, directeur de l'entreprise. Les travaux se sont déroulés début 2010 de manière très satisfaisante.

Une fois l'installation finie, les travaux d'électrification des bâtiments ont été réceptionnés par le docteur Djékadoum N'Dilta, médecin chef de l'hôpital évangélique de Koyom et coordonnateur du projet. Une vérification minutieuse des différents bâtiments permet d'affirmer que les

2^e volet - installation d'une pompe solaire au dispensaire

L'entreprise Solar 23 basée à N'Djamena a été retenue sur appel d'offre pour exécuter le remplacement de la pompe thermique par une pompe solaire, et installer les panneaux solaires nécessaires à pomper l'eau dans le château.

Les différentes phases du projet

1^{re} étape: acheminement du matériel par avion depuis l'Allemagne (8 modules solaires de 100 Watts, une pompe solaire marque Grundfos Type: SQF 2,5-2 et les accessoires d'installation).

2^e étape: fabrication sur place du support des panneaux solaires.

3^e étape: installation de la pompe et des panneaux sur le site à Békamnan.

4^e étape: test de l'installation. Avec un ciel dégagé et une température de 39 °C le débit de la pompe est de 2,88 m³/heure, et permet au château de se remplir en moins de 2 heures.

Coût global de la réalisation du projet: 26 261 €, avec la participation, par ordre d'importance, d'ADIBE, de la Région Centre, du SEL et du Dispensaire.

Effets bénéfiques

La réduction des coûts, l'accès continu à une plus grande quantité d'énergie et à l'eau potable permettent de:

- améliorer les conditions sanitaires (réduction des maladies liées à l'eau, éclairage des salles de travail et d'hospitalisation du dispensaire, utilisation du matériel médical, accouchements nocturnes en sécurité, gardes de nuit),
 - favoriser l'éducation (prolongement du temps de lecture, projection de films d'éducation sanitaire ou autres),
 - développer les échanges (tenue de rencontres le soir...),
 - mettre en place, à terme, de nouvelles installations (adduction d'eau potable, lavabos au dispensaire, jardin potager...),
- C'est dire que les bienfaits de cette énergie renouvelable sont considérables au niveau de la vie d'un village ou d'un canton de près de 10 000 habitants!

Gabriel N. Moussanang,
président d'ADIBE
9, rue Maurice Bedel
37000 Tours
adibe_tchad@yahoo.fr

Électriciens sans frontières

La Fédération ESF

Fondée en 1986 par une dizaine de salariés d'EDF, Électriciens sans frontières poursuit aujourd'hui la conduite de projets de solidarité internationale au bénéfice de ceux dont le développement et parfois la survie sont compromis, faute d'un accès sécurisé et pérenne à l'électricité. Elle effectue par ailleurs des diagnostics électriques pour le compte d'acteurs de la solidarité internationale, préconise des solutions et accompagne leur mise en œuvre. Elle est également mobilisable en permanence pour des missions d'urgence.

À travers tous ses projets, Électriciens sans frontières s'attache à valoriser les moyens humains et énergétiques dont disposent les bénéficiaires. Dans ce sens, l'association veille notamment à substituer aux solutions polluantes et chères (bougies, piles, lampes au kérosène...) des alternatives durables et respectueuses de l'environnement telles que l'hydroélectricité, le photovoltaïque ou l'efficacité énergé-



que. Par ailleurs, l'association prend soin que les projets soient créateurs d'activités génératrices de revenus pour la population locale.

Pour mener à bien son action, Électriciens sans frontières est structurée en 15 délégations régionales. La délégation du Centre mène plusieurs projets en partenariat avec des associations de la région Centre, notamment au Bénin.

> www.electriciens-sans-frontieres.org

ESF au Bénin

Le projet « Électrification et Adduction d'eau des Centres de Santé de Ketou et Ayekoto » au Sud du Bénin a pour objet de consolider par l'électricité et l'adduction d'eau les structures médicales de l'ONG Médecins d'Afrique (MEDAF).

L'objectif de la mission est d'améliorer les conditions de soins et d'intervention d'urgence du personnel soignant autant de jour que de nuit.

Pour l'électrification des centres de santé, la solution technique retenue par ESF est la production électrique par panneaux photovoltaïques. Pour l'adduction d'eau, nous avons retenu deux solutions différentes car les contextes géographiques sont différents: à Ketou, milieu urbain, ce sera une réserve d'eau d'une capacité de 5 m³ issue du réseau d'eau public qui sera installée. Pour Ayekoto, située en milieu rural, ce sera le forage d'un puits équipé d'une pompe immergée qui permettra au centre de bénéficier d'eau propre.

La première mission d'Électriciens sans frontières partira en 2011 pour réaliser la mise en œuvre sur Ketou; la deuxième mission est prévue en 2012 pour les réalisations sur Ayekoto.

Participent à ce projet l'ONG MEDAF, l'entreprise Photalia du Groupe Vergnet et l'Association Africamitié.

> Yannick Bennard,
membre d'ESF Centre

Un partenariat avec l'association Africamitié



Constituée depuis 2006, l'association tourangelle Africamitié mène des actions avec le village d'Ayekou au Bénin.

Actuellement, l'association mène un projet d'électrification du dispensaire d'Ayekou (*commune de Ketou*) en partenariat avec ESF. Le centre de santé ne possède pas d'eau à l'intérieur. Celle-ci est récupérée dans des bidons depuis un forage. Le centre de santé n'étant pas électrifié, c'est avec des lampes à pétrole que les soins sont pratiqués le soir. Le centre possède un réfrigérateur à pétrole pour conserver certains médicaments.

Après signature d'une convention avec monsieur Osseni, maire de Ketou, en décembre 2010, la décision fut prise de faire effectuer les travaux nécessaires pour redonner un bon aspect au centre de soins et au logement, pour un coût global estimé à 12 millions de francs CFA. Une borne solaire de recharge de téléphone et deux points lumière dans le village participeront à la cohésion sociale. La convention prévoit que la Commune de Ketou est engagée à concurrence de 30 % des sommes, et que la population devra fournir de la main d'œuvre.

Ce projet est soutenu par la fondation Soregies, la fondation de France, le Groupe EDF, ainsi que des dons privés.

> Jean-Jacques Ondet, président de Africamitié
africamitie@yahoo.fr

Utiliser l'énergie éolienne pour l'irrigation

Depuis maintenant 5 ans, l'association d'Orléans-Chécy à Phnom Penh (OCP) aide un orphelinat à Phnom Penh, qui héberge environ 120 enfants. L'association possède une antenne en France et une antenne à Phnom Penh (d'Orléans-Chécy à Phnom Penh Kork), avec le statut d'ONG reconnu par le Cambodge. L'ONG est indépendante de la structure *Our Home* (c'est le nom de l'orphelinat), qui est dirigée par Hang Vibol, un Cambodgien, et administrée par une équipe cambodgienne. Un partenariat signé lie *Our Home* et l'ONG. Cette organisation garantit une gestion financière indépendante.

L'objectif étant de rendre l'orphelinat le plus autonome possible, OCP a fait l'acquisition de 10 hectares de rizières, afin de cultiver le riz nécessaire à l'alimentation de base des enfants. La question s'est alors posée des moyens nécessaires, en particulier de la main d'œuvre, pour pouvoir cultiver les rizières.

L'association, le directeur de l'orphelinat ainsi que le chef du village ont identifié 10 familles très pauvres de la région et leur ont proposé de travailler dans les rizières. Ces cultivateurs seront payés par l'association la première année. Ensuite, chaque famille pourra disposer du tonnage nécessaire à l'alimentation de ses membres ainsi que d'une tonne supplémentaire pour la vente.

L'achat des rizières a demandé de la patience car l'association voulait avoir les rizières à son nom. Pour cela, il a fallu négocier avec les autorités le montant de la taxe et prendre un avocat pour faire la transaction afin d'être en règle avec la loi cambodgienne. Cette dernière oblige en effet à avoir un prête-nom, en l'occurrence le directeur de l'orphelinat, qui, en cas de décès ou de désaccord peut être changé à tout moment. Le projet a été financé principalement par des dons de particuliers.

le vent souffle régulièrement

Les rizières sont situées à Takéo, à environ 70 kilomètres au sud de la capitale. OCP a fait construire, par une entreprise locale, une digue d'un kilomètre le long d'un canal, afin de maîtriser l'eau. Le vent y souffle régulièrement, d'où le choix d'implanter des éoliennes. Celles-ci permettent de recharger deux batteries achetées sur place afin de pouvoir pomper l'eau dans le canal ou de l'évacuer, en cas de trop plein. Le matériel a été fourni et installé par une entreprise locale. *Our Home* prend en charge l'organisation et la gestion quotidienne des actions de ce type. L'entretien du matériel sera assuré par l'équipe de l'orphelinat, qui dispose de toutes les compétences nécessaires.

réduire à zéro les dépenses énergétiques

Le plus grand intérêt de ce projet, est que l'utilisation d'éoliennes permet de réduire à zéro les dépenses énergétiques. Les seuls frais concernent les plans, la surveillance des rizières et le transport du compost. Ces frais sont couverts en totalité par les récoltes, environ 2 par an, de 50 à 70 tonnes de riz. Le compost est récupéré lors du nettoyage des marchés de Takéo et stocké sur un terrain. L'association a également réalisé des forages et installé le réseau d'eau dans deux villages aux alentours des rizières. Un projet de champignonnières est maintenant lancé, pour diversifier les récoltes en cas de sécheresse des rizières (comme ce fut le cas en 2010 dans tout le sud-est asiatique).

financements de la part du gouvernement cambodgien

Le statut d'ONG sur place présente l'avantage de donner droit à des financements de la part du gouvernement cambodgien ainsi que des autorités de l'Ambassade de France (sur le fonds social de solidarité). Sans ce statut, l'association d'Orléans-Chécy à Phnom Penh ne pourrait pas espérer avoir d'aides au Cambodge. Le président de l'ONG disposant d'un visa permanent, l'association française en relation avec l'ONG cambodgienne peut faire venir des containers de France sans avoir de frais douaniers au Cambodge, ceux-ci étant pris en charge par les autorités cambodgiennes.

Thierry Dumas,
président de l'association
et directeur de l'ONG au Cambodge
www.ocpp.fr
dumas.thierry@neuf.fr



Ingénieurs sans frontières

Donner du sens à la technique pour un monde plus juste

Ingénieurs sans frontières, association de solidarité internationale, se donne pour mission de participer à la construction du développement durable par une pratique critique de la démarche de l'ingénieur, notamment par le questionnement de la place de la technique et du rôle des ingénieurs dans le développement et la société. Pour cela, 500 jeunes ingénieurs et élèves ingénieurs - regroupés dans une trentaine de groupes locaux sur tout le territoire national - participent tous les ans à une vingtaine de projets portés par des acteurs du développement local (ONG internationales, collectivités locales en coopération décentralisée, acteurs locaux et professionnels du Sud) et mènent des actions de lobbying et d'éducation au développement et à la solidarité internationale.

Dans un contexte où la responsabilité des activités humaines dans les changements climatiques est confirmée, et l'insuffisance des ressources pétrolières connue, l'énergie tient une place centrale parmi les thèmes d'action et de réflexion sur le développement durable. Face aux enjeux climatique, ISF est conscient que l'évolution des comportements concernant l'énergie est indispensable, mais qu'elle sera lente, et que les plus réactifs au message de protection de notre environnement futur sont les jeunes adultes. C'est pourquoi la fédération s'est engagée dans différentes démarches autour de l'énergie.

Participer à des projets de développement

Elle propose un encadrement et une formation à ses groupes locaux pour participer dans les pays au Sud à des projets de développement. En effet, de nombreux bénévoles étudiants en écoles généralistes souhaitent mettre à profit leurs premières compétences dans le secteur de l'énergie tout en réalisant un geste solidaire. Plusieurs collaborations entre des groupes locaux ISF et des associations de solidarité internationale ont ainsi été réalisées ou sont en cours.

Des projets ont été finalisés récemment en Guinée avec une association locale aidée par un programme de la Banque mondiale (système d'approvi-

sionnement villageois en électricité), lors d'étude sur la valorisation des sous-déchets de biodigesteurs pour le GERES. ISF Nantes a travaillé à l'électrification de la maison des jeunes de Kindia (Guinée) de manière autonome et durable, ISF Lyon à l'élaboration d'un prototype de maison écologique au Sénégal, ISF Toulouse s'est engagé au côté de CODEV Occitanie pour la promotion des énergies renouvelables en Haïti dans la vallée de Jacmel, etc. Le groupe ISF d'Orléans de son côté travaille, en collaboration avec l'association Codeaukmer, à l'installation d'un système d'assainissement dans le village de Bavel (Province de Battambang, Cambodge).

Mobiliser les étudiants

L'association sensibilise et participe aux débats au Nord, et mobilise les étudiants pour promouvoir sur leurs lieux de vie les énergies renouvelables et les comportements sobres en énergie.

Comment concilier accès à l'énergie et protection de l'environnement tant sur les conditions de la promotion de la protection de l'environnement que sur l'usage actuel de l'énergie, au Nord comme au Sud ?

Cette question fut abordée au cours des échanges qui se sont déroulés les 2 et 3 avril pendant les 25^{es} Journées nationales d'ISF, à Poly'tech Orléans, intitulées « Choix technologiques dans les PED: Quels rôles pour les acteurs locaux? ». ISF Orléans a assuré l'organisation de ces Journées aux côtés de la fédération.

Temps de réflexion, de formation, et de rencontre rassemblant des membres de tous les groupes ISF, les Journées ont permis à des représentants d'associations de solidarité internationale et de collectivités du Nord et du Sud, professionnels et ingénieurs en activité, élus et politiques, acteurs locaux, et aux étudiants membres d'ISF de se retrouver pour échanger et débattre.

ISF Orléans

8 r. Leonard de Vinci, 45072 Orléans
06 62 86 24 60
pierre-yves.quere@etu.univ-orleans.fr
<http://isforleans.free.fr>
www.isf-france.org

Financement

Où trouver des financements pour vos projets « durables » ?

Quelques exemples d'organismes bailleurs et fondations pouvant apporter des financements à des projets de solidarité internationale dans le domaine du développement durable, des énergies renouvelables, de la protection de l'environnement...

Financement européen

Une deuxième Facilité Energie (FEII), dotée d'un budget total de 200 millions d'euros, a été établie dans le cadre du 10^e Fonds Européen de Développement pour la période 2009-2013.

<http://ec.europa.eu/europeaid>

ADEME

www.ademe.fr

Fonds français

pour l'environnement mondial

www.ffem.ne

Fondation ensemble

www.fondationensemble.org

Fondation Nature et Découvertes

www.fondation-natureetdecouvertes.com

Fondation Énergies pour le Monde

www.energies-renouvelables.org/acueil_fondation.asp

Fondation Terra Symbiosis

www.terra-symbiosis.org

Fondation Nicolas Hulot

www.fondation-nicolas-hulot.org

Fondation Jacques Chirac

www.fondationchirac.eu

Fondation pour une Terre humaine

www.terrehumaine.org

Fondation POWEO

www.fondation-poweo.org

Fondation AREVA

www.areva.com/Fondation

Véolia Environnement

www.fondation.veolia.com/fr/fondation

Prix de la fondation

Pierre-Georges Latécoère

En 2011 le thème est « la modernité pour le développement de l'Afrique ». La Guilde Européenne du Raid assure l'organisation du Prix et le suivi des projets.

Note d'intention à envoyer avant le 1^{er} juin à : prixlatecoere@la-gilde.org

<http://microprojets.la-gilde.org>

Energy Globe Award

Date limite de soumission des projets pour la prochaine attribution 17 juin 2011

www.energyglobe.com/en/award/

Prix Terre de femmes de la Fondation Yves Rocher

Dossiers à remettre au plus tard le 30 septembre 2011.

www.yves-rocher-fondation.org

Prix internationaux d'Ashden 2011

www.ashdenawards.org

Énergies alternatives, des solutions locales à des problèmes de déforestation locaux

Le bois-énergie est aujourd'hui quasiment le seul combustible utilisé par les foyers maliens pour la cuisine domestique. Le butane reste un signe extérieur de richesse, le pétrole lampant ou le solaire sont quasi inconnus, tout comme l'effet du lithium sur l'environnement à long terme. Pourtant, cet usage excessif du bois a un impact écologique négatif considérable sur les ressources forestières du pays. Malgré les actions lancées par le gouvernement dès les années 1970 pour préserver le capital forestier du Mali, celui-ci « pourrait disparaître vers 2025 si la tendance actuelle d'exploitation abusive du bois-énergie n'est pas remplacée par l'instauration d'un autre équilibre entre offre et demande »¹. Il ne s'agit pas d'une sentence d'écologiste en mal de sensationnalisme, mais d'une citation d'un rapport du ministère des Mines malien rédigé en 2009.

Yasagu, planteurs d'arbres est une jeune association franco-malienne rassemblant 4 antennes en France (régions Centre, Rhône-Alpes, Île-de-France et Midi-Pyrénées) et 2 antennes au Mali (à Bandiagara et à Bamako). Un des objectifs de Yasagu, planteurs d'arbres est de multiplier les sources d'énergies propres et renouvelables, à partir

de technologies que les bénéficiaires peuvent facilement s'approprier et reproduire (facilement accessibles à tous pour un usage quotidien), condition *sine qua non* de leur durabilité. L'association développe également des programmes de conversion des charbonniers: en jouant sur l'offre et la demande, nous espérons, à terme, proposer un début de solution à la déforestation galopante dans la région sub-sahélienne.

une série de microprogrammes

Yasagu a développé une série de microprogrammes proposant une alternative au bois de chauffe. Deux projets pilotes, à Bandiagara et Bamako, sont en phase de réalisation: foyers améliorés, fours à carbonisation de la tourbe des décharges et des résidus agricoles (voir encadré ci-contre). Deux projets sont en phase de développement: une unité domestique de biogaz développée par l'Université de Bamako, une éolienne développée à partir de matériaux de récupération (fût, roue de vélo, dynamo...).

Des prototypes de foyers améliorés ont été copiés sur des technologies développées par une ONG indienne (Appropriate Rural Technology Institute),

double récipiendaire de l'Asheeden Award. Yasagu a d'abord adapté cette technologie indienne à la taille des foyers maliens, plus grands que les foyers indiens. Une fois ces prototypes développés et testés, la technologie est vulgarisée auprès des associations de maçons et de femmes dans les communes rurales et urbaines de la région de Mopti (zone prioritaire de coopération de la Région Centre). Trois tailles de foyers sont proposées, adaptées à la diversité des familles maliennes.

vendre des micro-ateliers à des charbonniers-braconniers

Yasagu a pris le parti de vendre des micro-ateliers (3 fours, le matériel de moulage, les habits de travail) à des charbonniers-braconniers et des recycleurs travaillant déjà sur les décharges. Ces derniers rachètent à l'association ces fours en argent ou en charbon. Ils deviennent propriétaires de la structure dès que l'achat est remboursé (environ 2 mois).

Yasagu, planteurs d'arbres est une jeune association, nos projets ont été développés sur fonds propres et grâce au soutien de Talents et Partage, l'association des salariés et retraités de la Société Générale, que nous tenons à remercier.

Ces deux exemples suscitent l'intérêt des pouvoirs publics maliens, l'association est en voie de reconnaissance par le ministère de l'Environnement. Ils sont bien acceptés par les bénéficiaires car, outre le fait de lutter contre la déforestation, ils créent surtout des activités génératrices de revenus alternatives à la coupe du bois. Or, la déforestation n'est que l'expression de la détresse et du besoin de se nourrir des populations les plus démunies de la région, les ressources naturelles étant leur seule ressource économique possible.

Carole Refabert,
co-fondatrice de Yasagu,
planteurs d'arbres
13 rue Barre, 37000 Tours
au Mali: (223) 65 68 95 06
en France: 33 (0) 6 09 72 68 84
www.yasagu.org
www.arti-india.org



Fours à carbonisation: une production d'environ 80 kg de charbon journalière par fût.

¹. Plan national d'actions pour la promotion de l'utilisation du gaz butane au Mali pour la période 2008-2017

La technique des foyers améliorés

Moule de foyers améliorés (projet 1)

Le principe est simple: un foyer permet de chauffer deux casseroles, minimum nécessaire aux ménages maliennes pour réaliser quotidiennement le riz et la sauce – base de l'alimentation locale. Le foyer est construit en banco (durée de vie 2 ans) ou en béton (durée de vie 4 ans). Le feu chauffe directement un premier foyer; la fumée récupérée permet de chauffer indirectement un deuxième foyer. Cette technique permet d'utiliser moitié moins de bois par foyer avec une performance calorifique suffisante pour préparer les 2 repas quotidiens.

Fours à carbonisation (projet 2)

Ces foyers peuvent être alimentés par du charbon créé à partir de résidus végétaux mélangés à la tourbe des décharges, le plus souvent sauvages, qui pullulent au Mali. Ces décharges, sorte de non-lieux de la ville, génèrent pléthore d'activités. Travail titanesque réalisé par une armée de fourmis, hommes et femmes qui organisent la redistribution de matières recyclables et sont les premiers remparts du précaire équilibre écologique et sanitaire des centres urbains maliens (40 % des déchets sont aujourd'hui recyclés). Papiers, tourbes et résidus végétaux sont carbonisés dans un four, mélangés à un liant type gomme arabique, puis moulés en petites bûchettes.

Qu'est-ce qu'un biodigesteur ?

C'est une construction en maçonnerie destinée à recevoir un mélange de déchets organiques et d'eau. La fermentation de ce mélange génère du biogaz, combustible capable de remplacer le pétrole, le bois de chauffe et le gaz butane pour la cuisson des aliments et l'éclairage. Le biogaz fournit comme produit secondaire une boue organique utilisable comme engrais organique.

Pour en savoir plus ...

Bioénergie

• Des systèmes agricoles conjuguant la production de nourriture et d'énergie qui fonctionnent pour les gens et le climat - Une vue d'ensemble, FAO, 2010
Problématique des productions agricoles conjuguant la production de nourriture et d'énergie (IFES), pour atteindre simultanément les objectifs de production alimentaire et de réduction des gaz à effet de serre, à petite ou grande échelle.

> www.fao.org/docrep/013/i2044e/i2044e00.htm

• UN Energy: l'outil de décision pour un développement durable de la bioénergie, FAO, 2010

Document, « outil », développé conjointement par la FAO et le PNUE destiné à appuyer l'élaboration de politiques et stratégies et à évaluer des projets en matière de bioénergie.

> www.fao.org/bioenergy/fr/

Électrification rurale

• L'électrification grâce aux énergies renouvelables: de réels impacts pour les populations rurales, ARENE/MAEE/EDF/ fondation Énergies pour le monde, 2010
Typologie d'exemples d'activités, et quelques clés pour susciter les initiatives.

> <http://areneidf.org>

• La fondation Énergies pour le Monde propose sur son site un ensemble de fiches actions, relatant des actions d'électrification rurales dans différents pays d'Afrique et d'Asie.

> www.observ-er.org/fondem/html/actsom.asp

• Observ'ER (Observatoire des Énergies renouvelables) dresse annuellement un inventaire de l'électricité d'origine renouvelable dans le monde.

> www.energies-renouvelables.org

Des programmes nationaux de Biogaz

Des programmes nationaux favorisent le développement des énergies renouvelables. Exemples d'incitation à la production de biogaz en Afrique et en Asie.

AU SÉNÉGAL, un Programme national de biogaz domestique (PNB-SN) a été officiellement lancé en décembre 2009¹ et sera testé dans le Bassin arachidier (régions de Fatick, Kaolack et Kaffrine) et la zone péri-urbaine de Dakar avec l'installation de 8 000 biodigesteurs d'ici 2013.

Le biogaz comme énergie renouvelable, s'inscrit dans le cadre de la politique de diversification des combustibles domestiques pour contribuer à l'accès des populations aux services modernes de cuisson, conformément aux OMD² et au livre blanc de la CEDEAO. La cuisson au biogaz présente le double avantage d'épargner aux femmes rurales la corvée de bois et de préserver ainsi les ressources forestières.

> Sources: <http://fr.allafrica.com>
www.environment-afrique.info

AU BURKINA FASO, le Programme national de biodigesteurs (PNB-BF) a été officiellement lancé en juillet 2010. Objectif global: créer un secteur perma-

¹. Arrêté ministériel n° 12100 du 30 décembre 2009 portant sur création, organisation et fonctionnement du Programme national de biogaz domestique du Sénégal (PNB-SN).

> Source: www.jo.gouv.sn/spip.php?article7948
2objectifs du millénaire pour le développement

nent et multi-acteurs de construction de biodigesteurs afin d'accroître de façon durable les productions agro-pastorales et d'améliorer les conditions de vie des populations. Grâce à un système de subventions, le programme ambitionne la construction de 10 000 biodigesteurs sur l'ensemble de la zone d'intervention du Programme d'ici à 2013 (région des Cascades).

> Source: www.riaed.net

AU VIETNAM, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a coopéré en 2003 avec l'Organisation néerlandaise pour le développement (SNV) pour mettre en place un programme national de production de biogaz utilisant des déchets animaux et humains pour les transformer en une source d'énergie propre et renouvelable.

Le projet a commencé au Népal, où 200 000 unités ont été construites. L'objectif au Vietnam est de 168 000 digesteurs à la fin de l'année 2012, et il est prévu une extension à 7 autres pays d'Asie et 6 pays africains. Des projets pilotes sont en place au Bangladesh, au Cambodge et au Laos.

> Sources: Réseau Science et Développement
www.scidev.net/fr
www.riaed.net

Des solutions solidaires pour des villes propres

La gestion des ordures ménagères à Mahajanga (Madagascar) - Compostage et réduction des émissions de gaz à effet de serre

Au début des années 2000, des épidémies de peste et de choléra sévissent à Madagascar, l'espérance de vie ne dépasse pas 57 ans et deux tiers des Malgaches vivent dans un état de grande pauvreté.

L'association Tananamadio est alors créée par François Proust, en 2002, pour recycler les déchets ménagers de la ville de Mahajanga avec trois objectifs : assainir la ville, créer des emplois et les financer par la vente du compost obtenu.

2002-2010, montée en puissance

En 2004, l'association Gevalor voit le jour pour contribuer à la valorisation des déchets ménagers, en partenariat avec Tananamadio et la Municipalité de Mahajanga.

Une première unité artisanale de compostage d'ordures ménagères est mise en place sur un site de décharge contrôlée. Le compost obtenu, de bonne qualité, est commercialisé afin d'assurer le développement de l'agriculture locale en limitant le recours aux engrais chimiques et en restituant de la matière organique aux sols. De plus, le compostage permet une réduction notable des émissions de gaz à effet de serre (GES) - méthane principalement - qui seraient inévitablement générées par la décomposition anaérobie des ordures ménagères.

2010, la certification carbone

En avril 2010, avec le soutien de GoodPlanet, le projet est certifié selon la norme VCS (*Voluntary Carbon Standard*) fondée sur l'approche MDP (Mécanismes de développement propre) pour les réductions de GES. C'est une première mondiale pour le compostage d'ordures ménagères brutes.

La réduction des émissions de méthane correspondant au projet se chiffre à 150 000 tonnes d'équivalent CO₂ sur 10 ans pour une capacité de traitement en ordures ménagères de 12 000 tonnes sèches par an à partir de 2011.

GoodPlanet finance le développement du projet en achetant par anticipation



Qu'est-ce qu'un crédit carbone ?

C'est un système de financement visant à la réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES), dont le gaz carbonique est le plus connu. En particulier, le MDP (Mécanisme de développement propre) finance, selon les méthodes qu'il a définies, des projets réducteurs de GES dans les pays en développement (PED).

Le financement provient :

- soit d'un système obligatoire de quotas : les industries polluantes, pour ne pas dépasser le quota qui leur est attribué et qui décroît avec le temps, compensent leurs émissions en rachetant des réductions d'émissions générées dans les PED,
- soit d'un système volontaire : des individus ou des organismes, non assujettis au système de quotas mais conscients de l'impact de leurs activités sur le réchauffement climatique, souhaitent compenser leurs émissions en finançant des projets générant des réductions d'émissions de GES dans les PED.

Ce système volontaire permet à des associations comme GEVALOR de financer ses projets.

les futures réductions d'émission (environ 15 € la tonne). Le revenu issu de la vente permet d'investir et de couvrir les coûts de fonctionnement et de financer l'amélioration de la collecte des déchets assurée par la commune.

Des retombées positives

- création d'une décharge contrôlée et d'une unité de traitement des déchets d'une capacité de production de compost de 4 000 tonnes/an,
- limitation des décharges sauvages,
- réduction des émissions de GES,
- création d'un marché du compost,
- développement de l'agriculture locale,

- développement d'une filière « cornes broyées » pour engrais azotés,
- développement d'une filière « plastiques » produisant des matériaux de construction,
- développement et modernisation des services techniques et administratifs.
- amélioration durable de l'état sanitaire,
- transferts de savoir-faire et de compétences (formation au compostage et accès aux financements carbone),
- création de 120 emplois directs stables, et 250 prévus en 2011,
- évolution des mentalités et respect de l'environnement,
- valorisation du rôle et de la place des femmes,
- exemplarité du projet « visible » pour les autres municipalités malgaches et africaines.

Les partenaires de Gevalor

Financiers et/ou techniques et scientifiques : Conseil général du Loiret, Conseil régional Centre, Association internationale des maires francophones, Fonds français pour l'environnement mondial, Ambassade de France, GTZ (coopération allemande), USAid (coopération américaine), Région Limbourg (Belgique), Fondation Roi Beaudoin (Passemar), GoodPlanet, ADEME, CIRAD, IRD, INRA, Laboratoire Radio-Isotopes de Tananarive.

Gevalor

Danièle Roblin, administratrice en charge de la communication
Georges Morizot, président
101, rue de la Source, 45160 Olivet
fproust@wanadoo.fr
02 38 63 58 69
www.gevalor.hebergratuit.com

Éfficacité énergétique et microfinance carbone au Sénégal

Pour beaucoup d'habitants des pays du Sud, la principale source énergétique se résume encore au bois : dans les zones rurales non électrifiées d'Afrique subsaharienne, l'unique consommation énergétique des populations consiste à faire chauffer la casserole. Mais la ressource se réduit : l'Afrique perd chaque année 40 000 km² de ses forêts. Il est urgent d'enrayer les processus de dégradation des terres et de désertification (qui résultent à la fois des activités humaines et des variabilités climatiques).



Un foyer amélioré

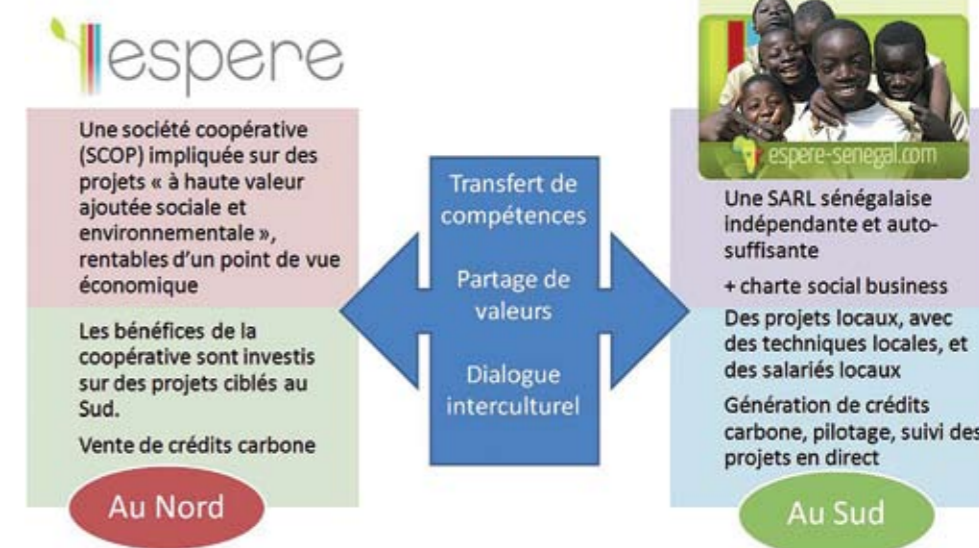
Il existe des solutions très simples pour augmenter l'efficacité énergétique, notamment les foyers améliorés. Avec des techniques et des matériaux locaux, certains foyers permettent de réduire jusqu'à 80 % la consommation de bois.

Dans le nord du Sénégal, sont déployés des fourneaux fixes, bâtis essentiellement à partir de matériaux disponibles dans la région sahélienne tels que l'argile, le sable ou la bouse de vache. Dans cette région semi-désertique, le bois est devenu de plus en plus difficile à trouver. Avant l'introduction des foyers améliorés dans le village, les femmes passaient le plus clair de leur temps à aller chercher du bois de chauffe, au détriment de toute autre activité. Désormais, elles n'ont plus besoin d'aller chercher du bois tous les jours. Ce four fermé permet également de limiter les risques de brûlures et d'inhalation de fumée lors de la cuisson.

Une initiative Nord-Sud innovante

ESPERE, dont l'acronyme signifie « Équité sociale performance économique respect de l'environnement » est une coopérative en France (SCOP) et un *Social Business* au Sénégal, qui se fixe pour mission de réduire la pauvreté grâce à un modèle économique de proximité permettant de développer des activités génératrices de revenu par la finance carbone.

Les projets, portés par ESPERE, s'appuient sur la micro-finance carbone. Ce nouvel outil de développement permet d'amorcer,



de pérenniser et de démultiplier des microprojets sobres en carbone qui n'ont pas facilement accès aux mécanismes de finance carbone, dans les pays en développement.

Perspectives

ESPERE a amorcé un 2^e Social Business sur la collecte et la valorisation des déchets plastiques, via la création de la SARL Proplast à Thiès (Sénégal). L'entreprise est détenue à 84 % par des femmes pauvres.

Nous travaillons en partenariat avec les acteurs classiques du développement (Coopération allemande GTZ, PNUD, SOS Sahel Sénégal...) et cherchons à amorcer ou renforcer des éco-activités en Afrique de l'Ouest sur le modèle du *Social Business*. Peut-être avec de nouveaux partenaires en région Centre ?

Le Social Business

ESPERE Sénégal fonctionne sur le modèle d'un *Social Business*, selon la terminologie de Muhammad Yunus (Prix Nobel de la Paix 2006). Elle cherche à partager ses bénéfices avec tous ceux que son activité concerne, et ne distribue pas de dividende. Elle vend des produits et services à des prix qui lui permettent de s'autofinancer.

Les profits de l'entreprise permettent de financer son expansion, de créer de nouveaux produits ou services, et de remplir des objectifs sociaux et environnementaux définis dans une charte *Social Business*.

La microfinance carbone

Le concept de Micro-Finance Carbone vise à lier la microfinance et la finance carbone, sur des projets de petite taille et dans le champ de la finance carbone volontaire. La microfinance carbone est rapidement opérationnelle : elle peut intégrer, par exemple, des microprojets de combustibles alternatifs, des petites unités de production de biogaz, la valorisation de charbon issu de forêts communautaires gérées durablement... Et l'on peut parler de carbone équitable (les bénéfices issus de la finance carbone sont répartis équitablement entre les acteurs de filière, et attribués en priorité aux parties prenantes les plus démunies).

ESPERE SCOP

Parc Technologique Gare TGV
41 100 Vendôme 02 54 77 62 25
info@cabinet-espere.fr
www.cabinet-espere.fr
www.proplast-sarl.com (Sénégal)

Rencontres régionales de la coopération décentralisée

février 2011

L'eau et l'assainissement à l'honneur

Le 1^{er} février dernier a eu lieu, au conseil régional du Centre à Orléans, le rendez-vous annuel dédié aux actions extérieures des collectivités locales. Cette sixième édition a été, comme à son habitude, un moment privilégié pour approfondir une thématique de la coopération internationale.

Centraider mène depuis plusieurs mois un travail de fond sur le sujet de l'eau et de l'assainissement. Cette journée a été l'occasion pour tous les acteurs de se réunir, d'échanger et de s'informer sur les possibilités d'action dans ce domaine en présence de professionnels et d'experts du secteur. Les échanges, animés par Frédéric Tricot, élu à la Ville de Vendôme et administrateur de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, furent mis en perspective par Marc Laimé, journaliste spécialisé dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, consultant auprès des collectivités territoriales dans les politiques publiques de l'eau.

Plusieurs points ont été abordés: le financement à travers le dispositif de la loi Oudin, la mutualisation de compétences au sein d'un projet concerté, les aspects culturels spécifiques d'un projet d'accès à l'eau et à l'assainissement... Un accent particulier a été mis sur le rôle de la coopération décentralisée dans la structuration d'un service public de l'eau rentable et pérenne. Qui mieux qu'une Ville peut appuyer une telle démarche?

Des ateliers participatifs se sont déroulés sur la seconde partie de journée. Cinq intervenants animaient des groupes de travail simultanés d'une vingtaine de minutes. Ce format a fortement encouragé le débat entre participants: l'eau a-t-elle un prix? Quelles procédures mettre en œuvre pour évaluer son programme? Quels sont les aspects techniques à ne pas négliger?...

Des moments d'échange qui réaffirment toute la légitimité d'action des collectivités locales dans l'aide au développement.

> *Compte-rendu sur www.centraider.org*



Les ateliers du 1^{er} février.

Groupe de travail Eau et Assainissement

À la suite de cette rencontre, Centraider a proposé aux acteurs de la région Centre d'approfondir la thématique de l'eau et de l'assainissement. En présence de Jean-François Talec, ancien directeur des relations internationales à l'agence de l'eau Loire-Bretagne, un groupe de travail s'est réuni le 1^{er} avril à Saint-Jean-de-Braye (45). Les objectifs? Approfondir la thématique et élaborer un plan de travail commun.

Cette première réunion a permis d'apporter un éclairage sur la loi Oudin-Santini de 2005: à qui ce dispositif est-il adressé? Comment s'applique-t-il? Quels sont les paramètres à prendre en compte pour sa mise en œuvre?... Des réponses concrètes ont été apportées aux porteurs de projet.

Lors de cette matinée, les participants ont également discuté de la possible réalisation d'un *vade-mecum* de bonnes pratiques dans un projet d'eau et d'assainissement. Un comité de rédaction réunira prochainement les acteurs qui souhaitent valoriser leur expérience.

La construction d'un argumentaire politique destiné aux élus des communes constitue une autre piste de travail sérieuse, qui fera l'objet de futures réunions.

Enfin, les participants ont acté la mise en place d'un programme thématique régulier avec l'appui d'une personne ressource sur chaque réunion.

> *Morgane Olivier: 02 54 80 23 09
morgane.olivier@centraider.org*

jeudi 7 avril Journée régionale DRAAF Festival « Des maux, des mots, d'ici et d'ailleurs »

Le 7 avril, les établissements d'enseignement agricole du Centre ont été invités à Châteauroux pour échanger sur les projets de coopération internationale dans lesquels ils sont impliqués. Cette rencontre, qui a lieu tous les deux ans, se présentait sous la forme d'un festival artistique et culturel avec pour thème de réflexion l'accueil de la culture de l'autre et la Mauritanie pour invitée d'honneur.

Cette journée fut l'occasion pour Centraider de mettre en avant l'expertise du réseau sur l'accompagnement aux porteurs de projet et sur les différents types d'engagement qui peuvent exister à l'international.

> *Plus d'informations auprès de
Bettina Brunet, direction régionale
de l'Agriculture, de l'Alimentation et la Forêt
02 38 77 40 40*

50^e anniversaire du CCFD-Terre solidaire

*On ne baisse pas les bras.
Un autre monde est possible!*

Samedi 2 avril au Campo Santo à Orléans, 1 600 personnes sont venues fêter les 50 ans du CCFD. Tous les diocèses de la région Centre étaient représentés.



Ouverture de la journée par Guy Aurenche,
président du CCFD-Terre solidaire

De très nombreux jeunes et enfants des aumôneries, de la JOC, des Scouts, de l'ACE, des groupes de catéchèse ont rempli l'espace de leurs jeux. Chacune des 14 tables rondes et conférences, ainsi que les dizaines de témoignages autour des six grands chantiers qui orientent l'action du CCFD ont affiché « complet »: à chacun d'eux plus d'une centaine de personnes se pressaient pour écouter et débattre.

La présence active des partenaires venus d'Haïti et d'Afrique du Sud a bien rappelé que le CCFD n'existe que par la générosité des donateurs et par le partenariat avec des hommes et des femmes du Sud, qui se lèvent et qui ont besoin de moyens pour que leur action devienne de plus en plus efficace et libératrice.

Les concerts de musique jeune, qui se sont prolongés tard dans la nuit, ont clôturé une journée qui a rempli de joie les 200 bénévoles qui l'ont préparée depuis plus d'un an!

Toute la journée, des convictions fortes ont été traduites pas des mots qui résonneront longtemps dans les cœurs, mais aussi dans les consciences de ceux et de celle qui ne veulent pas baisser les bras, parce qu'ils sont sûrs qu'un autre monde est possible! (...)

La riche diversité de notre commune humanité a été une constante dans les échanges tout le long de cette journée. Elle nous a été rappelée par les cultures, les convictions, les engagements de chacun des participants et par le rappel des centaines de projets soutenus, de par le monde, par le CCFD. (...)

**Joyeux anniversaire,
CCFD-Terre Solidaire,
pour que l'Homme vive!**

Prochaines formations

Apprenez à adapter
votre communication »

Date: mercredi 18 mai 2011

Lieu: Orléans

Travailler les relations de votre association avec les médias, rédiger un communiqué de presse, adapter votre communication sur Internet... tels sont les objectifs de cette formation.

Intervenants:

Mourad Guichard, journaliste
correspondant régional du quotidien
Libération créateur du blog libe-orleans.fr
www.libe-orleans.fr

David Bedouet
de l'association Webschool d'Orléans.
www.webschool-orleans.com

Partenariat Centraider - Université d'Orléans

Dans le cadre du partenariat avec l'Université d'Orléans, Centraider accueille en stage, depuis le 4 avril et jusqu'au 30 juin 2011, Cindy Limet, étudiante en master II de géographie. Cindy travaille à finaliser le montage d'un SIG (Système d'information géographique) sur le Burkina Faso, qui permettra d'offrir aux acteurs du réseau (via le nouveau site de Centraider qui verra le jour au second semestre 2011), une représentation cartographiée des actions menées au Burkina Faso.

> *Élodie Baritoux:
elodie.baritoux@centraider.org / 02 47 34 99 47*

Avos agendas

Journée d'information
et d'échanges sur l'agro-écologie

Mercredi 25 mai à Orléans,

sur le campus de l'Université, aura lieu une rencontre sur le thème « développement agricole et protection de l'environnement ».

La rencontre est ouverte à toute personne intervenant en Afrique intéressée par la question.

> *Élodie Baritoux: elodie.baritoux@centraider.org / 02 47 34 99 47*

Inscriptions
contact@centraider.org

Le projet de solidarité
internationale:
des difficultés...
mais des solutions!

Date: 30 juin et 1^{er} juillet 2011

Lieu: Tours

Apports méthodologiques et partages d'expériences vous permettront d'acquiescer les petits « trucs et astuces » de professionnels pour identifier et anticiper les difficultés et trouver les bonnes pistes de financement.

En liant ainsi votre passion à la raison, vous mettez toutes les chances de votre côté pour construire et financer votre projet.

Intervenante: **Cécile Vilnet**,
Agence des micro-projets
<http://microprojets.la-guilde.org>

Départ vers de nouveaux horizons...

Un conseil? Envie d'échanger sur votre projet et vos actions? Jusque'en décembre, Sylvain Davila vous accueillait et vous orientait. Il a décidé de quitter Centraider, et c'est Morgane Olivier qui a repris ses missions et assure désormais l'accompagnement des porteurs de projet.

Semaine de la solidarité internationale, formations... La mission de Romain Latapie s'est terminée fin janvier et une nouvelle aventure a démarré pour lui au Cré-sol.

Nous remercions sincèrement Sylvain et Romain pour leur énergie et leur implication dans la conduite de leurs missions et nous leur souhaitons bon vent!!

Bienvenue à Lucie!

Lucie Lonqueu a rejoint l'équipe de Centraider le 18 avril. Elle est en charge de la Commission Afrique, de la coordination de la Semaine de la solidarité internationale et de l'appui et l'accompagnement aux porteurs de projet, en lien avec Morgane Olivier.

Nous lui souhaitons bonne arrivée!

www.centraider.org

www.centraider.eu

Retrouvez les informations concernant les activités du réseau, les acteurs et les différents groupes de travail thématiques et géographiques

Facebook

Centraider s'ouvre aux réseaux sociaux :
Visitez notre page sur www.facebook.com/centraider

L'équipe technique de Centraider

Stéphanie Chapuis, directrice

- Gestion de l'association et représentation du réseau,
- Gestion des activités,
- Gestion du personnel,
- Commission Europe.



stephanie.chapuis@centraider.org

Élodie Baritoux, chargée de communication

- Newsletter et bulletin de liaison,
- Site Internet,
- Coordination des formations,
- Animation des groupes Burkina Faso, et Tourisme équitable et solidaire.



elodie.baritoux@centraider.org

Lucie Lonqueu, chargée de mission animation de réseau

- Appui aux porteurs de projets
- Coordination de la SSI
 - Éducation au développement
- Animation de la commission Afrique



lucie.lonqueu@centraider.org

Morgane Olivier, chargée de mission appui-accompagnement

- Appui aux acteurs,
- Accompagnement des collectivités,
- Animation des commissions Gorgol et Mopti, et du groupe eau et assainissement,
- Coopération décentralisée.



morgane.olivier@centraider.org

Sophie Laly, responsable administrative et financière

- Gestion de la base de données,
- Gestion administrative,
 - Appui aux chargés de mission,
 - Comptabilité.



sophie.laly@centraider.org



59 bis, faubourg Chartrain,
41100 Vendôme
Tél./Fax: 02 54 80 23 09
contact@centraider.org

Vous aussi, vous pouvez adhérer!

L'adhésion vous donne droit à un accompagnement plus personnalisé dans le montage de vos projets, ainsi que l'accès à moindre coût aux formations proposées par l'association...

Montants des cotisations :

Associations locales (non affiliées) et comités de jumelage..... 20 €
Associations affiliées 40 €
Etablissements publics 20 €
Réseaux départementaux 40 €
Collectivités locales 10 €
par tranche de 1 000 habitants (min. : 50 €, plafonné à 500 €)
Conseils généraux 1 000 €

Centraider est une association loi 1901 soutenue par la Région Centre et l'État



Centraider est un **réseau régional** au service des acteurs de la coopération internationale basés en région Centre, un espace d'échanges, de rencontres et de concertation pour les collectivités territoriales, associations et établissements publics engagés dans la coopération décentralisée et la solidarité internationale.

Les 5 grandes missions du réseau

- identifier les acteurs de la coopération internationale en région Centre,
- les informer (newsletters, bulletin de liaison, sites Internet),
- les former, les accompagner (appui conseil personnalisé),
- les représenter,
- les mettre en réseau (groupes de travail thématiques et géographiques).

Centraider est une association régionale loi 1901, dirigée par un conseil d'administration regroupant une vingtaine d'administrateurs, répartis en 5 collèges :

Associations affiliées

Peuples Solidaires 41 - Jean-Michel Henriët, trésorier et référent SSI
CID-MAHT - Centre Ritimo - Georges Rondeau, secrétaire
CCFD - Jean-Marie Savin, Projets jeunes
GREF - Agnès Riffonneau
AVSF - Joël Dine
AGIR abcd - Jean-Claude Lézier
Ambulanciers sans Frontières - Jean-Luc Guery, envoi de matériel

Associations locales

La Saharienne - Issouf Elli Moussami, vice-président en charge des commissions tourisme équitable et solidaire/Maghreb
Karma - Stéphanie Piot
Dunia Solidarité Internationale - Thiedel Camara, vice-président
Tempelga - Roger Theyssandier
Rencontres Himalayennes - Catherine Callier, commission Asie

Collectivités locales

Ville de Vendôme, Frédéric Tricot
Ville de Saint Jean de Braye - Franck Fradin, groupe eau et assainissement
Ville de Semoy - Noëlle Charpentier
Cercle des Amis de Fana - Chantal Millo, groupe Mali
Comité jumelage St Jean-de-la-Ruelle - Tony Ben Lahoucine, président

Établissements publics

CH Dreux - Hélène Mignot, vice-présidente et en charge des ressources humaines

Réseaux départementaux

Réseau Afrique 37 - Gabriel Moussanang, commission Afrique

Membres associés

AFDI Centre - Delphine Cournet, commission Mopti
Fédération Université sans Frontières - Abdoulaye Keita, commission Mopti
DRAAF Centre - Gilles Tatin, commission Gorgol

Bulletin de liaison semestriel tiré à 1 500 exemplaires sur papier recyclé

Directeur de publication :

Tony Ben Lahoucine

Comité de rédaction :

Élodie Baritoux et l'équipe

Création graphique : Éléonore Linais

Imprimeur : Imprimerie Montligeon

Crédits photographiques :

Merci aux contributeurs de ce

Bulletin de liaison pour leurs photographies :

ADIBE Tchad, Électriciens sans frontières,

AIADD, Orléans-Chéry à Phnom Penh,

Yasagu Planteurs d'arbres, Gevalor, cabinet ESPERE,

Région Centre, CCFD-Terre Solidaire, La Semaine.

Photos de couverture : AIADD et ESPERE



Vous trouverez les renseignements concernant ces structures dans la base de données en ligne sur www.centraider.org